ASSEMBLÉE NATIONALE

2 avril 2021

FIN DE VIE - (N° 4042)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 2419

présenté par
Mme Pételle

ARTICLE 2

À la première phrase de l'alinéa 4, substituer aux mots :

« maximal de quatre jours à compter de cet entretien »

le mot :

« raisonnable ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à permettre un délai raisonnable suivant l'entretien pour remettre un rapport comportant les conclusions sur l'état de santé du malade.

D'après les équipes soignantes rencontrées lors de visites dans les hôpitaux, ce délai de 4 jours est trop court pour explorer toutes les pistes qui peuvent être mises en place pour alléger les souffrances de la personne en fin de vie.

Aucun délai ne semble idéal pour permettre au rapport de prendre en compte tous les éléments et donner une analyse précise de la situation du patient ainsi qu'une recherche des différentes options qui peuvent lui être proposées pour mettre fin à sa douleur, comme la mise en place de soins palliatifs à domicile. Ce délai raisonnable est demandé par de nombreux soignants.

Le délai semble paradoxal, d'autant que dans l'article 3, il est demandé un délai de 8 jours pour établir ce rapport dans le cas de personnes n'ayant pas la capacité d'exprimer une demande libre et éclairée.

En tout, en y ajoutant le délai de 24h après la confirmation de la demande, ce sont 5 jours qui se seront écoulés entre la première demande et l'acte d'euthanasie.